

Contribution n°17 (Web)

👤 Par ,

🕒 Déposée le 18 septembre 2026 à 13h15

Monsieur le Président de la commission d'enquête,

Mesdames les membres de la commission,

Sans préjudice de mes précédente contributions concernant les conditions dans lesquelles se déroule la présente enquête publique et les modifications intervenues dans la composition du dossier après son ouverture, je souhaite également formuler une contribution portant sur le fond du projet.

Après examen des études produites par le pétitionnaire, de l'avis de la MRAe Normandie n°2025-6102 du 18 décembre 2025, du mémoire de réponse d'Elements, ainsi que de différents documents relatifs aux projets environnants et au territoire directement concerné, je souhaite exprimer un avis défavorable à l'autorisation du projet dans sa configuration actuelle.

Je ne conteste pas l'intérêt général de produire une électricité décarbonée ni la contribution que peut apporter l'énergie éolienne à cet objectif. Le projet représente une puissance annoncée de 18 MW pour une production prévisionnelle maximale de 48 900 MWh par an. Le pétitionnaire estime également que son exploitation permettrait d'éviter environ 3 633 tonnes équivalent CO2 par an par rapport au mix électrique français moyen.

La question posée par cette enquête n'est cependant pas de savoir si l'éolien est souhaitable dans son principe, mais si cinq éoliennes de 171,5 mètres doivent être implantées précisément à cet endroit et si les incidences particulières et cumulées de cette implantation ont été suffisamment étudiées, évitées et réduites.

À la lecture du dossier, je ne considère pas que cette démonstration soit apportée.

--

1. Un territoire déjà fortement sollicité par les projets éoliens :

Le projet d'Habloville ne peut pas être considéré comme cinq éoliennes isolées implantées dans un territoire dépourvu de développement éolien.

La MRAe relève elle-même plusieurs parcs existants, autorisés ou projetés dans l'environnement rapproché et considère qu'un effet de saturation visuelle est prévisible. Elle cite notamment les Hauts-Vaudois à Monts-sur-Orne, les Monts à Moulins-sur-Orne et les Quatre Chemins à Occagnes. Depuis le Site patrimonial remarquable d'Écouché-les-Vallées, le projet d'Habloville porterait à cinq le nombre de parcs visibles et à douze le nombre de mâts visibles.

L'étude paysagère du pétitionnaire reconnaît elle-même plusieurs interactions avec les parcs environnants. Elle indique que le projet participe à l'extension de l'angle horizontal intercepté par les éoliennes et au renforcement du motif éolien dans le paysage, et identifie cinq impacts cumulés de niveau modéré à moins de deux kilomètres.

Or cette photographie réglementaire ne représente qu'une partie de la pression éolienne susceptible de

concerner ce secteur dans les prochaines années.

Les études d'effets cumulés répondent à des critères réglementaires précis et n'ont pas nécessairement à intégrer les projets qui ne sont encore ni autorisés ni suffisamment avancés dans leur instruction. Il ne s'agit donc pas de reprocher au bureau d'études de ne pas avoir intégré juridiquement des projets qu'il n'était pas tenu d'intégrer.

Il paraît toutefois indispensable, lorsqu'il s'agit d'apprécier l'évolution réelle du territoire, de tenir compte des développements aujourd'hui connus.

À Monts-sur-Orne, Neoen développe depuis plusieurs années le projet Val du Mont. La configuration désormais présentée comprend six éoliennes de 200 mètres en bout de pale, d'une puissance unitaire de 4 à 6 MW, pour environ 24 MW.

À Montabard, Q ENERGY a engagé en juillet 2026 une concertation préalable sur un autre projet éolien, avec plusieurs permanences organisées entre le 21 juillet et le 5 août.

Ces projets ne peuvent pas être artificiellement ajoutés aux effets cumulés réglementaires d'Habloville s'ils n'en remplissent pas encore les conditions. Mais ils démontrent que la présence éolienne future autour de l'ouest d'Argentan peut être très supérieure à celle représentée dans le dossier actuellement soumis au public.

--

2. Une succession de consultations et de projets depuis 2020 :

Les habitants de ce secteur sont sollicités de manière répétée depuis plusieurs années.

À Moulins-sur-Orne, l'enquête publique relative au parc des Monts, alors composé de quatre éoliennes, s'est déroulée du 9 janvier au 7 février 2020.

À Occagnes, le projet des Quatre Chemins, composé de trois éoliennes de 3,6 MW, soit 10,8 MW, a fait l'objet d'une enquête publique du 13 novembre au 14 décembre 2023. Il a ensuite été autorisé par arrêté préfectoral du 10 avril 2024.

Puis est arrivé le projet des Houdonnières, sur la commune de Moulins-sur-Orne, qui constitue une densification du parc existant. La consultation du public s'est déroulée du 3 novembre 2025 au 3 février 2026. Le projet prévoit trois nouvelles éoliennes de 200 mètres, d'une puissance de 6 MW chacune, soit 18 MW supplémentaires. Le rapport de la commission qualifie lui-même cette opération de « densification énergétique » du parc des Monts.

Quelques mois plus tard, la présente enquête publique d'Habloville s'ouvre, tandis que les projets de Montabard et de Val du Mont poursuivent leur développement.

En moins de sept ans, les habitants de ce même secteur auront donc été confrontés à une succession particulièrement importante de projets, consultations, enquêtes et développements éoliens.

La saturation territoriale ne peut pas, selon moi, être appréciée uniquement par un calcul d'angles sur une photographie administrative prise à un instant donné.

--

3. Le précédent des Hauts-Vaudois montre qu'un projet autorisé peut encore profondément évoluer :

Le cas des Hauts-Vaudois, à Monts-sur-Orne, est particulièrement instructif.

Le projet initial a été autorisé en 2013 pour onze éoliennes et un poste de livraison sur les anciennes communes de Montgaroult et Sentilly. Le recours engagé contre cette autorisation a été rejeté par la Cour administrative d'appel de Nantes le 18 juillet 2016.

EDF indique que l'ensemble des autorisations a ensuite été définitivement validé en 2017 et que leur durée de validité a été prorogée jusqu'en 2026.

À partir de 2022, EDF a néanmoins travaillé à une transformation complète de cette configuration, avec pour objectif de remplacer les onze machines initiales par cinq éoliennes plus puissantes.

Cette évolution a conduit à un arrêté préfectoral complémentaire du 3 décembre 2025. Cet arrêté a finalement été abrogé par le préfet le 17 avril 2026, ce que la Cour administrative d'appel de Nantes a constaté dans son ordonnance du 16 juin 2026.

Le projet à cinq machines est donc abandonné en l'état, mais le précédent demeure particulièrement instructif : une autorisation délivrée pour une configuration déterminée ne signifie pas nécessairement que cette configuration restera inchangée pendant toute la durée de vie administrative du projet.

Je n'ai par ailleurs identifié aucune nouvelle enquête publique organisée auprès de la population pour la transformation des onze éoliennes initiales en cinq machines plus puissantes. Cette évolution avait été portée à la connaissance de l'administration dans le cadre d'une procédure de modification du projet. L'article L.181-14 du Code de l'environnement prévoit d'ailleurs précisément qu'une installation autorisée peut évoluer : une modification substantielle nécessite une nouvelle autorisation environnementale, tandis qu'une modification notable non substantielle est portée à la connaissance de l'administration.

Cela ne signifie évidemment pas que PE Elements 16 pourrait demain doubler librement le nombre ou la hauteur des éoliennes d'Habloville. Cela signifie en revanche que rien ne permet d'affirmer que les cinq éoliennes de 171,5 mètres soumises aujourd'hui au public constituent nécessairement la configuration définitive du site pour les vingt ou trente prochaines années.

Le parc de Moulins-sur-Orne illustre une autre forme de cette évolution : quatre éoliennes ont été soumises au public en 2020, puis un nouveau projet de trois machines de 200 mètres est aujourd'hui présenté immédiatement à proximité comme une « densification énergétique ».

À plus long terme se pose également la question du repowering, c'est-à-dire le renouvellement des machines par des équipements plus récents et potentiellement différents, sous réserve des procédures applicables.

C'est ce que je qualifierais, sans donner à cette expression de valeur juridique, d'un « effet multiprise » territorial : chaque implantation et chaque infrastructure nouvelle rendent progressivement plus facile ou plus attractive l'installation suivante, tandis que chaque dossier continue d'être examiné essentiellement à partir de la situation connue au moment de son instruction.

--

4. Une opposition territoriale ancienne et persistante :

L'opposition des élus locaux ou l'absence de zone d'accélération des énergies renouvelables ne constitue évidemment pas, à elle seule, un motif suffisant permettant de refuser juridiquement le projet.

Elle constitue néanmoins un élément important pour apprécier son insertion territoriale.

Dès décembre 2024, les maires de Neuvy-au-Houlme, Ri, Habloville et Rônai avaient alerté le préfet de l'Orne sur ce projet, notamment en raison de la proximité des habitations et des conséquences redoutées pour le Haras de Fresnay-le-Buffard. Ouest-France rapportait également qu'aucune zone d'accélération des énergies renouvelables n'avait été définie à Neuvy-au-Houlme et dans les communes voisines.

Le préfet indiquait alors avoir relevé l'opposition des maires, tout en rappelant que sa décision dépendrait du dossier complet, de l'instruction des services de l'État et de la consultation publique.

Cette opposition n'a manifestement pas disparu.

Lors de l'ouverture de la présente enquête publique, Ouest-France indique encore que les municipalités d'Habloville et des communes voisines s'opposent au projet. Le maire d'Habloville, Joël Caron, y réaffirme publiquement cette position.

Cette opposition durable ne constitue pas en elle-même une étude environnementale. Elle montre toutefois que, près de deux ans après les premières démarches des élus, le projet ne parvient toujours pas à trouver une véritable acceptation territoriale, alors même que plusieurs de leurs préoccupations trouvent un écho dans l'avis de la MRAe.

--

5. Le Haras de Fresnay-le-Buffard ne peut pas être réduit à deux photomontages :

Le cas du Haras de Fresnay-le-Buffard me paraît particulièrement sous-évalué dans l'appréciation globale du projet.

L'étude paysagère le situe à environ un kilomètre du secteur étudié et l'intègre elle-même aux lieux de vie examinés au titre de l'encerclement et de la saturation visuelle.

Les propres calculs du bureau d'études montrent qu'avec les parcs existants et autorisés, l'indice de densité des horizons occupés est de 0,08, alors que le seuil d'alerte retenu est de 0,1.

Avec le projet d'Habloville, cet indice passerait à 0,15. Le nombre d'éoliennes situées à moins de cinq kilomètres passerait de trois à huit et l'espace de respiration diminuerait de 13,6 degrés.

Le seuil d'alerte défini par la méthodologie est donc dépassé de manière significative, mais l'étude conclut malgré tout à l'absence de risque notable d'encerclement ou de saturation.

Cette conclusion mérite d'être interrogée : quelle portée doit être accordée à un seuil d'alerte si son franchissement substantiel conduit malgré tout à conclure à une absence d'enjeu notable ?

Le photomontage n°46 reconnaît par ailleurs que le nord du Haras offre un « panorama remarquable sur le vallon, le parc, le château et les écuries » et qu'une partie des éoliennes projetées restera effectivement perceptible, notamment le rotor de E4 et une pale de E5.

La MRAe considère elle-même que l'étude devait être complétée concernant la visibilité depuis le Haras et la covisibilité avec cet ensemble patrimonial.

Dans son mémoire de réponse, Elements ne produit pas de nouvelle étude spécifique mais répond que les photomontages 45 et 46 existaient déjà et conclut qu'aucune mesure supplémentaire n'est nécessaire.

Or ces éléments existaient déjà lorsque la MRAe a estimé que l'analyse devait être complétée.

--

6. Un symbole de l'identité équine de l'Orne :

Le cheval n'est pas, dans ce département, une activité économique ordinaire.

Pendant de nombreuses années, et jusqu'au changement d'identité graphique intervenu en 2019, le cheval stylisé figurait directement dans le logo du Département de l'Orne. Ce symbole illustre une réalité historique bien connue : la filière équine participe profondément à l'identité, aux paysages et à l'économie du département.

Le Haras de Fresnay-le-Buffard constitue justement un élément majeur de cette histoire.

Ouest-France rapportait dès décembre 2024 les inquiétudes des maires au sujet de sa reprise, alors évaluée à environ 26 millions d'euros, ainsi que l'existence d'une quinzaine d'emplois et de perspectives de développement.

L'article de Jour de Galop du 16 février 2025, joint à la présente contribution, confirme depuis l'ampleur du projet porté autour du Haras par le cheikh Mansour bin Zayed Al Nahyan : développement d'un élevage de pur-sang anglais de très haut niveau, création d'une jumenterie, accueil de juments extérieures, constitution d'une nouvelle équipe et volonté de faire redevenir Fresnay-le-Buffard une station d'élevage.

Je n'affirme évidemment pas que cinq éoliennes entraîneraient mécaniquement la disparition de cette activité ou une dévaluation déterminée du domaine.

Je constate en revanche qu'aucune expertise économique spécifique concernant les conséquences potentielles du projet sur cette activité hippique exceptionnelle, sur son développement, son attractivité, son image ou la valeur particulière de ce domaine n'est présentée au public.

Compte tenu de l'investissement engagé, du rayonnement potentiel du projet hippique et de la proximité des éoliennes, cette absence me paraît difficilement compréhensible.

--

7. Un secteur présentant des enjeux importants pour les chauves-souris :

Les enjeux chiroptérologiques du secteur sont loin d'être marginaux.

Le volet naturel fait état de 26 975 contacts lors des écoutes au sol et qualifie l'activité de globalement élevée. Il indique également que l'ensemble des habitats étudiés est fréquenté par les chauves-souris. Les prospections de 2023 ont notamment identifié au Haras de Fresnay-le-Buffard des gîtes concernant la Pipistrelle de Kuhl, la Sérotine commune et la Noctule de Leisler.

À proximité se trouve en outre le site Natura 2000 des anciennes carrières souterraines d'Habloville, présentant lui aussi des enjeux importants pour plusieurs espèces de chauves-souris.

La MRAe considère que les impacts résiduels exposés dans le dossier semblent sous-évalués et estime que l'efficacité de certaines mesures n'est pas démontrée. Elle demande de renforcer ou compléter les mesures prévues et rappelle que, si des impacts résiduels notables subsistent sur les espèces protégées, des mesures de compensation et une procédure adaptée peuvent devenir nécessaires.

Le mémoire de réponse confirme indirectement la pertinence de cette réserve.

Le bridage initial retenu par Elements ne permettait pas d'atteindre systématiquement l'objectif recommandé de protection de 95 % des contacts. Le pétitionnaire a donc revu ses paramètres et prévoit désormais notamment une plage de bridage postnuptiale pouvant atteindre onze heures après le coucher du soleil.

Le pétitionnaire reconnaît explicitement que ces nouvelles conditions entraînent des pertes de productible supérieures, même s'il affirme qu'elles ne remettraient pas « significativement » en cause la viabilité économique du projet.

--

8. Quel sera réellement le productible du parc après l'ensemble des bridages ? :

Cette question devient selon moi centrale. Le projet est présenté au public avec une production maximale annoncée d'environ 48 900 MWh par an.

Mais son fonctionnement réel devra être adapté par plusieurs dispositifs :

- un bridage renforcé en faveur des chauves-souris ;
- un bridage acoustique pendant certaines périodes nocturnes ;
- un bridage agricole, acté par le pétitionnaire, avec des arrêts temporaires lors de certains travaux agricoles entre avril et août.

Ces mesures peuvent être parfaitement justifiées pour réduire les impacts. Mais leur accumulation pose une question élémentaire : quel est désormais le productible net réellement attendu du parc ?

Le mémoire chiffre des taux de protection chiroptérologique et reconnaît une augmentation de la perte de production, mais je n'ai pas identifié dans les documents soumis au public une présentation simple et globale indiquant :

- le nombre estimé d'heures annuelles d'arrêt ou de limitation ;
- les éventuels chevauchements entre bridages acoustiques, agricoles et chiroptérologiques ;
- la perte annuelle de production correspondante ;
- le productible net actualisé après application de l'ensemble des mesures ;
- et l'incidence financière de ces restrictions.

Elements affirme que le nouveau bridage chiroptérologique ne remet pas significativement en cause l'économie du projet.

Je demande donc que cette affirmation soit démontrée globalement, en prenant en compte l'ensemble des bridages auxquels le parc serait effectivement soumis et non une seule mesure considérée isolément.

Il serait paradoxal que l'intérêt énergétique du projet soit présenté au public sur la base d'un productible théorique maximal tandis que les mesures nécessaires pour rendre son exploitation acceptable réduisent précisément cette production.

--

9. Une étude acoustique qui prévoit elle-même des dépassements avant bridage :

L'étude acoustique comporte huit points de mesure, dont deux sont situés sur des terrains du Haras de Fresnay-le-Buffard, à environ 500 mètres du projet.

Pour le modèle N131, l'étude conclut elle-même à des dépassements nocturnes des émergences réglementaires.

Par vent de sud-ouest, des dépassements sont calculés aux points 3, 4, 6 et 6bis pour certaines vitesses de vent. Par vent de nord-est, des dépassements sont également calculés aux points 3, 4 et 6. Le rapport conclut explicitement : « Un plan de bridage est donc à mettre en place. »

La MRAe relève également que le plan prévu n'était initialement accompagné d'aucune mesure spécifique permettant de vérifier son efficacité après mise en service et demande une actualisation de l'étude si le modèle finalement choisi diffère de ceux étudiés.

Elements s'engage désormais à réaliser une campagne de contrôle acoustique lors de la mise en service.

Cela signifie que le respect des niveaux réglementaires ne résulte pas naturellement du choix d'implantation. Il dépend d'une limitation volontaire du fonctionnement des machines, dont l'efficacité devra être vérifiée après leur construction.

Cet élément doit également être intégré à l'évaluation réelle du productible et de la viabilité du projet.

--

10. Un raccordement toujours incertain dans un secteur désormais identifié comme saturé par Enedis :

La question du raccordement soulève à mon sens une difficulté majeure.

La MRAe relevait déjà que le poste source de Thiot ne disposait plus que d'environ 7 MW de capacité réservée restant à affecter, alors que le projet d'Habloville représente une puissance de 18 MW. Elle recommandait donc d'identifier une solution alternative si le raccordement à Thiot s'avérait impossible.

Dans son mémoire de réponse, Elements confirme que Thiot ne constitue qu'une possibilité et évoque désormais les postes de Vaston, près de Falaise, à environ 14 km, ou d'Argentan, à environ 15 km.

Un élément plus récent doit désormais être pris en considération.

Enedis et RTE mettent à disposition une carte nationale des zones de contrainte pour les projets de production d'énergies renouvelables. Les données actuellement publiées ont été mises à jour en avril 2026. La consultation de cette carte pour le secteur correspondant à la zone d'implantation d'Habloville le place dans une zone de desserte classée saturée.

Enedis définit une zone saturée comme une zone dans laquelle il n'existe « aucune capacité disponible avant au moins cinq ans », sous réserve que les projets ayant déjà réservé leur capacité se réalisent dans les délais annoncés. Une « zone » correspond ici à la zone de desserte d'un poste source, c'est-à-dire au territoire électrique alimenté par celui-ci.

Cette qualification ne signifie pas qu'un raccordement du parc d'Habloville serait définitivement impossible.

Des travaux de renforcement, une évolution des capacités, l'abandon d'autres projets, une adaptation du S3REnR ou un raccordement sur un autre poste peuvent modifier la situation.

Mais elle signifie que le territoire électrique auquel appartient actuellement le secteur du projet est officiellement identifié par Enedis et RTE comme contraint pour l'accueil de nouvelles productions.

La carte prend d'ailleurs en compte les projets ayant déjà déposé une demande de raccordement ainsi que les travaux programmés dans les schémas régionaux. Enedis précise que ces données restent indicatives et ne remplacent pas l'étude individualisée de raccordement.

Cette information renforce donc l'incertitude déjà relevée par la MRAe.

Si Thiot ne peut recevoir les 18 MW, un raccordement à Vaston ou Argentan pourrait représenter une distance de l'ordre de 14 à 15 kilomètres, avec des délais, travaux et coûts nécessairement différents.

Le fait que le raccordement soit défini et réalisé sous la responsabilité des gestionnaires de réseau ne signifie par ailleurs pas qu'il serait financé gratuitement par Enedis.

Le Code de l'énergie prévoit que le producteur acquitte les coûts correspondant aux ouvrages propres de son raccordement ainsi que la quote-part applicable, et, dans certains cas où des ouvrages nécessaires ne sont pas prévus au schéma régional, peut être redevable des ouvrages créés ou renforcés pour permettre ce raccordement.

Il est donc important que le public sache :

- quelle solution de raccordement est aujourd'hui réellement envisagée ;
- quelles conséquences le classement de la zone comme saturée peut avoir sur les délais ;
- si des travaux supplémentaires de développement du réseau sont nécessaires ;
- quelle serait la longueur réelle du raccordement ;
- quel en serait le coût ;
- et quelle part serait directement supportée par PE Elements 16.

Ces éléments économiques prennent une importance particulière lorsqu'on les rapproche des pertes de

production résultant des différents bridages.

Un projet cumulant un bridage chiroptérologique renforcé, un bridage acoustique, des arrêts agricoles et un raccordement potentiellement plus long et plus coûteux reste-t-il économiquement viable dans les conditions présentées au public ?

Cette question mérite, selon moi, une réponse chiffrée.

--

11. Des solutions alternatives qui restent insuffisamment étudiées :

La MRAe formule enfin une critique importante concernant le choix même de l'implantation.

Les différentes variantes examinées par le pétitionnaire consistent essentiellement à modifier le nombre et la disposition des machines à l'intérieur d'une même zone d'implantation.

La MRAe considère que cette démarche ne répond pas suffisamment à l'exigence d'examen de solutions de substitution raisonnables, notamment de solutions permettant d'atteindre un objectif comparable tout en réduisant les incidences environnementales.

Dans son mémoire, Elements répond principalement par une comparaison avec le photovoltaïque, l'hydroélectricité et même l'énergie nucléaire avant de conclure qu'un parc éolien serait la meilleure solution pour le site.

Cette réponse me paraît partielle.

La question n'est pas seulement de savoir s'il faut produire 18 MW avec du solaire, de l'hydraulique ou de l'éolien.

Elle consiste aussi à déterminer si un autre emplacement ou une autre configuration éolienne pouvait répondre au même objectif avec moins d'incidences sur les riverains, les paysages, la biodiversité, le patrimoine et les activités locales.

Cette démonstration ne me paraît toujours pas apportée.

--

Conclusion :

L'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans sa version applicable depuis le 1er septembre 2026, prévoit que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés par le Code de l'environnement.

Ces intérêts comprennent notamment la commodité du voisinage, la santé, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ainsi que la conservation des sites et monuments.

Dans le cas d'Habloville, les difficultés relevées ne reposent pas sur un argument isolé. Elles résultent de leur accumulation : la multiplication des projets éoliens dans un périmètre restreint ; les effets cumulés et

les risques de saturation visuelle relevés par la MRAe ; les projets supplémentaires actuellement en développement qui n'apparaissent pas encore dans les effets cumulés réglementaires ; le franchissement d'un seuil d'alerte paysager au Haras de Fresnay-le-Buffard ; l'importance patrimoniale, économique et hippique exceptionnelle de ce Haras ; la présence de gîtes de chauves-souris et les enjeux concernant notamment la Noctule de Leisler ; la nécessité de renforcer après coup le bridage chiroptérologique ; les dépassements acoustiques théoriques nécessitant eux aussi un bridage ; l'existence d'un bridage agricole ; l'absence de présentation claire du productible net après l'ensemble de ces restrictions ; l'incertitude du raccordement dans une zone aujourd'hui classée saturée par Enedis ; les coûts et délais potentiellement associés à un raccordement alternatif ; l'insuffisance de l'étude des véritables solutions alternatives ; ainsi qu'une opposition territoriale ancienne et persistante des communes directement concernées.

À cela s'ajoute une réalité locale que l'histoire récente des projets voisins permet désormais de constater : un parc autorisé aujourd'hui peut être suivi quelques années plus tard d'une densification, d'une modification de ses caractéristiques ou, à terme, d'un renouvellement des équipements.

L'autorisation de cinq éoliennes à Habloville ne doit donc pas être considérée uniquement comme la construction de cinq machines isolées, mais comme une nouvelle étape potentielle dans une transformation beaucoup plus large et durable du paysage et du territoire situé à l'ouest d'Argentan.

Je considère en conséquence que les bénéfices énergétiques annoncés ne démontrent pas que cette implantation précise constitue un choix satisfaisant au regard de l'ensemble des enjeux locaux et cumulés identifiés dans le dossier lui-même, par la MRAe et par les évolutions récentes du territoire.

Je demande donc à la commission d'enquête de rendre un avis défavorable au projet de parc éolien d'Habloville dans sa configuration actuelle et au préfet de ne pas délivrer l'autorisation environnementale sollicitée.

À défaut, je demande qu'avant toute éventuelle autorisation soient au minimum apportées des réponses précises et actualisées concernant :

le productible net du parc après cumul de l'ensemble des bridages, la viabilité économique correspondante, la solution réelle de raccordement et son coût dans le contexte actuel de saturation du réseau, les conséquences potentielles sur le Haras de Fresnay-le-Buffard et son activité, les effets cumulés et prospectifs des nombreux projets éoliens du secteur, ainsi que l'examen de véritables solutions de substitution de moindre impact.

Je vous remercie de l'attention portée à la présente contribution et vous prie d'agréer l'expression de mes salutations distinguées.

Document joint



LES (TRÈS) GRANDS PROJETS FRANÇAIS DU CHEIKH MANSOUR

Son Altesse le cheikh Mansour bin Zayed Al Nahyan (Émirats arabes unis) est l'un des plus jeunes leaders du monde arabe. Et il a fait le choix de la France pour son élevage, où il dispose au total de 1.200 hectares. Éleveur-proprétaire de tout premier plan chez les pur-sang arabes ces dernières décennies, il se lance dans le pur-sang anglais en achetant

Adrien Cugnasse
ac@jourdegalop.com

le haras de Fresnay-le-Buffard. Gérard Larrieu, qui s'est fait connaître grâce à la réussite de son agence de courtage Chantilly Bloodstock Agency, a été nommé directeur général des entités hippiques du cheikh Mansour. Il nous a présenté ce qui pourrait constituer un véritable tournant dans l'histoire du sport hippique en Europe.

●●● LES (TRÈS) GRANDS PROJETS FRANÇAIS DU CHEIKH MANSOUR

Quel est l'organigramme ?

Au sommet figure Son Altesse le cheikh Mansour bin Zayed Al Nahyan. Et Chantilly Bloodstock a été nommé manager de son activité hippique. Rapidement après mon arrivée, j'ai mis des équipes en place dans les deux pays. Aux Émirats, nous avons placé à la tête de chaque haras des personnes qui sont capables de prendre en autonomie les décisions du quotidien. Claude Piccioni est le racing manager dans ce pays et Mathilde Baurens en France. Dominique Boulard est le conseiller élevage et course en France. Il s'occupe entre autres de la promotion des étalons. D'une certaine manière, je suis le chef d'orchestre et toutes ces personnes sont les musiciens qui doivent interpréter leur partition avec talent. Le directeur du haras de Clairefeuille est Brian Duffy. Il est secondé par le pilier du haras, Christine Rieder, qui est là depuis le début. Il faut aussi mentionner que Chantilly Bloodstock Agency, c'est aussi Marta Kubicka, qui s'est énormément investie dans ce projet. Sans son aide, il me serait impossible de mener de front toutes ces activités.

Comment allez-vous gérer l'élevage pur-sang arabe ?

Les étalons de Wathba étaient tous stationnés aux Émirats arabes unis dans une période récente. Nous voulons relancer l'élevage commercial en faisant revenir certains en France, où ils auront accès à une jumenterie nombreuse. Pour l'instant, ils font la monte naturelle. Ces étalons seront prélevés cet été chez Equitechnic afin d'être disponibles en semence congelée l'année prochaine. À l'avenir, nous voulons les répartir dans des endroits stratégiques, au plus près de la jumenterie. Et surtout ne plus concentrer tous les étalons au même endroit. Je suis persuadé que chaque éleveur apporte un plus à l'élevage qu'il stationne, notamment sa force de conviction auprès des éleveurs.

Ces derniers temps, Son Altesse le cheikh Mansour bin Zayed Al Nahyan met sur le marché quelques juments pur-sang arabes, ce qu'il ne faisait pas par le passé...

Ce grand éleveur-propriétaire souhaite soutenir le développement de l'élevage comme le font Juddmonte ou l'Aga Khan en vendant des femelles. Chez le pur-sang anglais, le plus difficile est d'acheter des saillies. Chez le pur-sang arabe, le plus difficile pour un petit éleveur est de parvenir à trouver une bonne jument. Vendre des femelles, c'est donner la possibilité à d'autres de se lancer dans le pur-sang arabe et ainsi stimuler l'élevage de cette race. Et qui sait, peut-être qu'ils réussiront et que cela valorisera encore un peu plus les souches du cheikh Mansour... De la même manière, nos étalons pur-sang arabes sont proposés à des tarifs très accessibles avec des gagnants de Gr1 PA à 3 ans ayant confirmé avec l'âge, doté de pedigree irréprochables, officiant à 2.000 € ou moins.

Quel sera le rôle du haras de Ginai ?

Ancien site d'entraînement de trotteurs, il a récemment été acquis dans le but d'en faire un centre de débouillage et de pré-entraînement de niveau 5 étoiles. La structure reste la propriété de Wathba, mais le projet est de s'associer pour son exploitation avec une personnalité reconnue du monde hippique français qui assurera, avec moi-même, le contrôle et la bonne marche des opérations. Sur le terrain, c'est une autre personne, ayant l'expérience de l'entraînement, qui va prendre la tête de la structure et mettre sur pied sa propre équipe. Wathba représente 80 à 90 chevaux à débouiller par an et la casaque a en permanence une bonne quinzaine de sujets au pré-entraînement.

Et le haras de Fresnay-le-Buffard ?

Son Altesse le cheikh Mansour bin Zayed Al Nahyan a en tête son propre projet pour ce qui est des pur-sang anglais. Mathieu Legars, fort d'une longue expérience chez Coolmore, Camas Park Stud ou encore Arqana, a été embauché. À partir du 1^{er} mars, il va diriger le haras de Fresnay-le-Buffard, où petit à petit va naître ce nouvel élevage de pur-sang anglais. Là encore, l'idée sera donc de mettre sur pied une jumenterie de très grande qualité. Mathieu Legars aura donc aussi pour mission de créer une nouvelle équipe. Le haras sera ouvert au public avec des pensions pour des juments extérieures. À terme, Fresnay-le-Buffard a pour vocation de redevenir une station d'élevage avec des pur-sang anglais. C'est là qu'ont fait la monte **Nureyev** (Northern Dancer), ainsi que cinq sires tête de liste en France, à savoir **Astérus** (Teddy), **Tourbillon** (Ksar), **Pharis** (Pharos), **Goya II** (Tourbillon) et **Djebel** (Tourbillon)... ●●●



Hayyan, un des champions de Son Altesse le cheikh Mansour bin Zayed Al Nahyan, est désormais au haras en France

●●● LES (TRÈS) GRANDS PROJETS FRANÇAIS DU CHEIKH MANSOUR



Le haras de Fresnay-le-Bufferd

Avez-vous une idée de l'ampleur des futurs effectifs pur-sang anglais du cheikh Mansour ?

C'est Son Altesse qui décidera. Il est certain que Fresnay-le-Bufferd est un lieu mythique, de Marcel Boussac à la famille Niarchos. Le site a été très bien entretenu. Après 12 années sans chevaux, les analyses de sol sont extraordinaires.

À titre personnel, que représente cette mission qui vous a été confiée ?

C'est un challenge tout à fait exceptionnel. Je pense que toute personne qui travaille dans notre filière rêve de se voir confier une telle mission pour un grand éleveur-propiétaire. Ayant commencé en bas de l'échelle, c'est une forme d'accomplissement et je souhaite y mettre toute mon énergie, ainsi que toute mon expérience. Je suis très content de travailler avec l'équipe que nous avons mise sur pied. Ils ont tous bien conscience qu'il faut s'impliquer à fond pour que l'orchestre sonne juste. Ce type d'opportunité ne se présente que très rarement dans une carrière professionnelle. C'est aussi une responsabilité car les grandes décisions, de faire sortir un cheval de l'entraînement jusqu'au recrutement d'une personne, me reviennent. Nous avons vraiment un fonctionnement collégial. Ainsi avons-nous fait les croisements à quatre et nous faisons à plusieurs les sélections des chevaux à acheter. Pour moi, cela fait sens de travailler pour Son Altesse le cheikh Mansour bin Zayed Al Nahyan après avoir été au service de feu le cheikh Hamdan bin Rashid Al Maktoum, lui aussi grand mécène de la filière du pur-sang arabe. Mon premier cheval, quand j'étais adolescent, fut une jument arabe. Cette race a toujours constitué un véritable passeport tout au long de ma carrière professionnelle. Dès le début des années 1990, j'ai ainsi découvert les pays du Golfe. Mais le pur-sang arabe m'a aussi permis

de découvrir les régions les plus belles et les plus reculées de France ! Pendant longtemps, il y a eu un certain snobisme, et les pur-sang arabes n'étaient pas très bien vus par une partie du monde des pur-sang anglais. Quand on voit l'importance que les propriétaires du monde arabe ont prise partout dans le monde, beaucoup ayant une culture du pur-sang arabe au départ... On peut dire que les courses leur doivent énormément ! La France a toujours offert une place de choix aux pur-sang arabes. La confiance et les investissements de grands éleveurs-propiétaires comme Son Altesse le cheikh Mansour bin Zayed Al Nahyan sont un réel signe de confiance pour notre filière. Je tiens enfin à souligner la qualité du travail de Martial Boisseuil, son expertise ayant permis de constituer un élevage de pur-sang arabes sans équivalent sous la coupe du cheikh Mansour. Enfin, je dirais que le pur-sang arabe de course a un grand avenir. Le programme est très fort dans le Golfe, notamment à Abu Dhabi. On voit par ailleurs que l'Arabie saoudite est aussi en train de développer une offre considérable pour faire carrière avec ces chevaux... □



Mutaz et Maqbool, deux poulains du cheikh Mansour aux deux premières places du Qatar Arabian Trophy des Poulains (Gr1 PA) 2024